



# **COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS**

## **2016-2017**

### **Pacte Mondial**



# Présentation du Global Compact ou Pacte Mondial

En adhérant au Pacte Mondial, les entreprises s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés se rapportant à quatre grands thèmes :

- Les droits de l'Homme
- Les normes du travail
- L'environnement
- La lutte contre la corruption

Le Pacte Mondial, principale initiative mondiale d'entreprises citoyennes- qui regroupe des milliers d'organisations réparties dans plus de 100 pays – a pour objectif premier de promouvoir la légitimité sociale des entreprises et des marchés.

Adhérer au Pacte Mondial, c'est partager la conviction que les pratiques commerciales – fondées sur un certain nombre de principes universellement reconnus – contribueront à l'émergence d'un marché mondial plus stable, plus équitable, plus ouvert et de sociétés prospères et dynamiques.

Le Pacte Mondial est ...

- Une initiative volontaire visant à promouvoir le développement durable et le civisme social
- Un ensemble de valeurs fondées sur des principes universellement acceptés
- Un réseau d'entreprises et d'autres parties prenantes
- Un forum d'apprentissage et d'échange de données d'expériences

Le Pacte Mondial n'est pas ....

- Juridiquement contraignant
- Un moyen de surveiller et de contrôler les entreprises
- Une norme, un système de gestion, ni un code de conduite
- Un organe de réglementation ni une agence de relations publiques



# La lettre d'engagement du Président-directeur général



Monsieur le Secrétaire Général,

Par cette lettre, je suis heureux de vous confirmer que le Groupe Antalis, renouvelle ses engagements à soutenir les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'Homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Nous vous exprimons de plus notre volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence et nous nous engageons à les intégrer dans la stratégie de notre entreprise, sa culture commerciale et ses modes opératoires.

Nous nous engageons également à faire une déclaration claire et publique sur ce sujet et à en informer nos employés, nos partenaires commerciaux et nos clients.

Dans notre logique de responsabilité et de transparence, nous rendrons publics les résultats de nos actions en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial grâce à notre Communication sur le Progrès que nous rédigeons chaque année.

Vous trouverez, ici, notre Communication sur le Progrès.

Hervé Poncin

Directeur général

Boulogne-Billancourt, le 1er novembre 2017

## Questions préliminaires

### Question 1

Votre COP (Communication On Progress/ Communication sur Progrès) contient-elle, si pertinent, une description de politiques et de pratiques liées aux opérations de votre entreprises dans des zones à haut risque et/ou affectées par un conflit ?

Les activités du groupe n'interviennent pas dans des zones à haut risque et/ou affectées par un conflit. Cependant, le présent rapport ou les documents associés (Document de référence) intègrent la globalité du périmètre géographique des activités du groupe (43 pays présent dans 5 continents).

### Question 2

Comment l'exactitude et le périmètre des informations dans votre COP est-elle évaluée par un tiers crédible ?

Toutes les informations renseignées dans notre COP sont toutes issues du Document de Référence du groupe. Ce dernier, conformément au droit français des entreprises cotées en Bourse est audité par nos commissaires aux comptes ainsi qu'un Organisme Tiers Indépendant concernant les informations extra-financières. Plus spécifiquement à l'article 225 de la loi dite Grenelle II, un audit spécifique aux informations non financières relatives à la Responsabilité Sociale et Environnementale du groupe est effectué et fait l'objet d'un rapport dans le chapitre dédié du Document de Référence.

### Question 3

Votre COP intègre-t-elle un des hauts standards de transparence et divulgation suivant :

Le groupe Antalis, lors de la mise en place de sa stratégie globale RSE en 2012 a suivi les lignes directrices de l'ISO 26000 en collaboration avec un consultant spécialisé afin de veiller à ce que les priorités définies se calquent au plus près des enjeux liés à l'activité et aux spécificités de l'organisation. En 2016, le groupe a rendu publique sa « feuille de route 2020 » en matière de RSE, détaillant pour chacun des enjeux la vision, les objectifs chiffrés, les indicateurs de performance ainsi que les plans d'action associés.

[https://www.antalis.com/wp-content/uploads/2017/06/Roadmap2020\\_ANTALIS\\_A5\\_2017FR-web.pdf](https://www.antalis.com/wp-content/uploads/2017/06/Roadmap2020_ANTALIS_A5_2017FR-web.pdf)



## En adhérant au Pacte Mondial, l'entreprise proclame publiquement son attachement aux dix principes universels de l'initiative et, à ce titre, s'engage :

- À prendre des mesures pour modifier la façon dont elle opère afin que le Pacte Mondial et ses principes s'intègrent à son mode d'administration, à sa stratégie, à sa culture et à ses activités quotidiennes ;
- À décrire dans son rapport annuel ou dans un rapport de gestion similaire la manière dont elle applique le Pacte Mondial et ses principes (Communication sur les progrès réalisés)
- À faire campagne en faveur du Pacte Mondial et de ses principes, par le biais de communiqués de presse, de déclarations, etc.

## Les 10 principes du Pacte Mondial

### Droits de l'homme

- Principe 1* Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ;
- Principe 2* À veiller à ce que leurs filiales ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

### Droit du travail

- Principe 3* Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- Principe 4* L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- Principe 5* L'abolition effective du travail des enfants ;
- Principe 6* L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

### Environnement

- Principe 7* Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- Principe 8* À entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- Principe 9* À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

### Lutte contre la corruption

- Principe 10* Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

# Préambule : Périmètre d'application

## et champ de responsabilité

Ce présent document, Communication sur le Progrès, s'applique à toutes les activités du groupe Antalis, membre du Pacte Mondial. Les actions et informations reportées dans ce présent document sont exclusivement extraites de l'information extra-financière renseignée dans le Document de Référence et vérifiées par un Organisme Tiers indépendant. Ces actions sont intégrées à la stratégie RSE du groupe, elle-même basée sur la norme ISO 26000 ainsi qu'une analyse de matérialité. Cette démarche garantit ainsi que les actions menées dans le cadre de la stratégie RSE ; et donc reportées dans le cadre du Global Compact, répondent aux enjeux des activités du groupe. Cette stratégie, revue annuellement est accompagnée d'une feuille de route, la dernière publiée porte sur la période 2016-2020.

Le groupe souhaite Antalis ainsi démontrer une cohérence maximum dans ses actions et ses initiatives, mais également être dans une démarche transparente vis-à-vis de ses parties prenantes.

La totalité des informations relatives à la Responsabilité Sociale et Environnementale du Groupe Antalis, sont regroupées au sein du chapitre 6 du Document de Référence

Document de Référence 2016 : <http://www.sequana.com/wp-content/uploads/2017/04/Sequana-DDR-2016-28042017-D%C3%A9p%C3%B4t-n%C2%B0-D.17-0469.pdf>

Rapport annuel 2016 : [http://www.sequana.com/wp-content/uploads/2017/05/SEQUANA\\_RA\\_2016\\_2906.pdf](http://www.sequana.com/wp-content/uploads/2017/05/SEQUANA_RA_2016_2906.pdf)

Une table de concordance des informations extra financières incluant la norme ISO 26000 et le Pacte Mondial des Nations Unies figure aux pages 209 et 210 du Document de référence.

- Antalis, a été introduit en bourse depuis juin 2017, et n'est désormais plus une filiale du groupe Sequana

# Planter les 10 principes dans la stratégie et les opérations

La COP décrit l'intégration des principes dans les fonctions stratégiques et les unités opérationnelles.

Pour Antalis, les dix principes du Pacte Mondial doivent se retrouver dans les quatre grands axes de la stratégie RSE du groupe (Responsabilité Sociale et Environnementale).

Antalis a formalisé sa stratégie globale de RSE en 2012 en s'appuyant sur le référentiel de bonne pratique ISO 26000. Cette norme a permis au groupe d'identifier, puis de hiérarchiser les principaux impacts et priorités liés à l'activité propre du groupe.

Cette stratégie se décompose donc en quatre grands piliers et en sept initiatives.



Table 6.1 - Tableau de suivi des indicateurs de la feuille de route 2020<sup>(1)</sup>

Initiatives	Indicateurs	Antalis objectifs 2020	Antalis situation 2016	Arjowiggins Graphic objectifs 2020	Arjowiggins Graphic situation 2016	Arjowiggins Creative Papers objectifs 2020	Arjowiggins Creative Papers situation 2016	Arjowiggins Sécurité objectifs 2020	Arjowiggins Sécurité situation 2016
Bonne pratique des affaires	Pourcentage de salariés formés	100 %	0 %	100 %	0 %	100 %	0 %	100 %	0 %
Tracabilité	Pourcentage d'approvisionnements couverts par une procédure de traçabilité incluant une diligence raisonnée	85 %	74 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consommation énergétique (AW) par tonne produite</li> <li>Pourcentage du volume de transport couvert par un calcul de l'empreinte carbone (Antalis)</li> </ul>	90 %	0 %	2 237 kWh/t	2 376 kWh/t	5 395 kWh/t	5 794 kWh/t	6 501 kWh/t	6 866 kWh/t
Sécurité des personnes	Indice de fréquence des accidents avec arrêt	7	10,9	9	27,5	9	7,9	9	32,8
Formation des salariés	Pourcentage de salariés formés	80 %	84,5 %	-	51,5 %	80 %	69,2 %	88 %	74,6 %
Produits éco-responsables	Pourcentage de produits éco-responsables	-	76 %	100 %	97 %	50 % <sup>(2)</sup>	5 %	-	-

(1) Les objectifs, fixés à partir des indicateurs définis pour 2020 prennent l'année 2015 comme base.

(2) Ce pourcentage concerne les produits papiers fins et l'objectif porte sur la conversion de produits « 3 étoiles » en « 4 étoiles ».

## 1. La Gouvernance d'entreprise

- ✓ Mise en place d'une stratégie de RSE comprenant des objectifs chiffrés, un réseau de personnes dédiées et un reporting fiable et couvrant la totalité des activités.
- ✓ Renforcer l'intégration de la RSE au cœur des métiers
- ✓ Mise en place de règles de bonne conduite des affaires qui garantissent le respect des réglementations en vigueur sur les questions de corruption et de pratiques concurrentielles dans tous les pays où le Groupe opère
- ✓ Garantir que l'activité du groupe s'opère en ligne avec le code de conduite partout dans le monde.

## 2. L'utilisation des ressources naturelles

- ✓ Améliorer la traçabilité des produits que le groupe fabrique et distribue afin de réduire les risques potentiels associés et d'augmenter la part de ressources naturelles responsables et certifiées.
- ✓ Efficacité énergétique : réduire les impacts environnementaux et les coûts associés.
- ✓ Améliorer la gestion de l'eau dans les procédés de fabrication du papier afin de réduire la quantité d'eau nécessaire et d'améliorer la qualité de restitution des eaux usées dans les milieux naturels.

## 3. La gestion des ressources humaines

- ✓ Garantir un environnement de travail sécurisé aux employés et continuellement former ces derniers ainsi que le management à une meilleure prise en compte de la sécurité au travail.
- ✓ Développer et renforcer une culture d'entreprise centrée sur le développement personnel, et renforcer la diversité au sein du groupe.

## 4. L'offre de produits responsables

- ✓ Communiquer et sensibiliser les clients sur les enjeux et avantages des produits écoresponsable et augmenter continuellement l'offre de produits ayant un moindre impact sur l'environnement



# Description des actions mises en œuvre

## sur les 10 principes dans la chaîne de valeur

### Droits de l'homme

#### 1. Promotion et respect de la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme

Le groupe Antalis emploie un petit nombre de salariés dans les pays en développement. Son éthique de management, basée sur le respect de la personne humaine, impose de faire respecter, dans tous les pays où le groupe opère, les normes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), ainsi que les principes directeurs de l'OCDE, notamment en ce qui concerne le travail des enfants, la sécurité, les droits syndicaux et les droits fondamentaux des travailleurs, que ce soit dans le cadre des relations avec ses salariés ou dans le cadre de contrats de sous-traitance. Ces principes sont réaffirmés et partagés avec les collaborateurs dans le code de bonne conduite du groupe (<https://www.antalys.com/wp-content/uploads/2017/09/Antalis-Code-de-bonne-conduite-2017.pdf>). Ce code constitue la base des engagements que le groupe Antalis souhaite établir en son sein mais également en amont de sa chaîne d'approvisionnement ou dans le cadre de la relation commerciale avec ses clients. Ces principes sont également réaffirmés par l'adhésion du groupe au Pacte Mondial des Nations Unies. Le contrôle du respect de ces valeurs fondamentales est effectué dans le cadre des missions du département de l'audit interne. Les procédures de mise en place et de conformité liées à ces questions, intégrées aux Self-Assessment Questionnaires (SAQ), font l'objet de vérifications systématiques lors des visites des auditeurs dans les entités. (cf. page 215 relative à la bonne pratique des affaires).

De plus, dans le cadre du renforcement de la maîtrise de ses chaînes d'approvisionnement, Antalis demande à ses fournisseurs (75% de couverture pour les approvisionnements pour l'activité de distribution d'Antalis) des engagements formels sur le respect des principes directeurs relatifs aux droits de l'homme. Ces engagements sont intégrés à des questionnaires dédiés à la RSE et sont récoltés de façon annuelle.

#### 2. Veiller à ce que nos propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme

- Opérant dans près de 43 pays, le groupe veille à ce que ces principes fondamentaux soient strictement appliqués à travers le département d'audit interne et des questionnaires de conformité annuellement remplis par chacune des entités légales du groupe.
- Le groupe ne possède pas d'unités de production dans des pays, à priori, jugés à risque sur les questions des Droits de l'Homme.
- Cependant, le Groupe Antalis reconnaît également sa responsabilité indirecte en amont de la chaîne d'approvisionnement et une section spéciale dédiée aux droits de l'homme et aux conditions de travail a été incluse dans le code de bonne pratique fournisseurs, ainsi que dans les questionnaires annuels.

Dans le prolongement de son adhésion au pacte Mondial des Nations Unies, le groupe a souhaité témoigner de son engagement aux Objectifs Mondiaux pour les êtres humains et la planète. Depuis septembre 2015, les 193 états membres des Nations Unies ont adopté un plan pour obtenir un meilleur avenir pour tous afin de mettre fin à la pauvreté extrême, de lutter contre les inégalités et les injustices et de protéger la planète au cours des 15 prochaines années. Dans cet « agenda 2030 » ont été définis 17 objectifs de développement durable et 169 objectifs liés visant à relever les défis économiques, sociaux environnementaux et de gouvernance les plus importants de notre époque. Le groupe, à travers

ses activités de production et de distribution participe, à son échelle, à 7 des 17 objectifs visant à renforcer un environnement favorable à ses activités commerciales sur des marchés mondiaux et participer ainsi à une croissance responsable. Les principaux objectifs auxquels le groupe contribue sont :

- L'égalité des genres, la responsabilisation et l'émancipation des femmes (objectif 5) à travers sa politique de Ressources Humaines visant à une meilleure représentativité des femmes dans le management.
- Le travail décent et la croissance économique (objectif 8) à travers sa stratégie d'acquisitions dans des pays en voie de développement et notamment en Amérique du Sud
- L'industrie, l'innovation et les infrastructures (objectif 9) à travers ses objectifs d'efficacité énergétique ou ses innovations sur les produits éco-responsables.
- La consommation et la production responsable (objectif 12) de par sa spécialisation sur les papiers recyclés et tous les outils visant à favoriser la consommation de ces produits issus de l'économie circulaire.
- Les mesures en faveur du climat (objectif 13) par ses objectifs chiffrés de réduction de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serres associées.
- La vie sur terre (objectif 15) et la biodiversité par le choix de privilégier les ressources naturelles (fibres de bois) provenant de forêts gérées durablement.
- Des partenariats pour atteindre les objectifs (objectif 17) à travers les partenariats locaux (Antalis).

## **Droit du travail**

### **3. Respect de la liberté d'association et reconnaissance du droit de négociation collective**

La politique du groupe Antalis en la matière se veut ouverte et directe, partageant avec les représentants du personnel et leurs instances les réussites et les difficultés des activités du groupe, de façon transparente et scrupuleusement respectueuse de leurs droits. En dehors du dialogue courant, lié à l'activité au jour le jour, aux négociations obligatoires et au partage de l'information, ces dernières années ont été marquées par des restructurations et des cessions dans un environnement économique difficile. Le groupe entend maintenir des relations harmonieuses avec les organisations représentatives des salariés, dans un contexte où celles-ci ont en effet dû accepter des décisions difficiles tout en soutenant le changement et la nécessaire transformation du groupe.

Chez Antalis, les restructurations et les plans sociaux mis en œuvre dans de nombreuses entités du groupe ont également rendu ces dernières années difficiles pour un nombre important de salariés qui ont dû quitter leur emploi. Les équipes dédiées à la négociation sociale ont mené un travail intense avec les organisations représentatives des salariés, et notamment le comité d'entreprise européen, afin de s'assurer que les procédures soient toujours justes et équitables.

De façon générale, Antalis continue d'organiser le dialogue social au sein du groupe au niveau le plus pertinent, c'est-à-dire au niveau où les partenaires sociaux en maîtrisent toutes les dimensions compte tenu des cadres législatifs nationaux. C'est pourquoi le dialogue social est avant tout local car les dimensions économiques et humaines y sont prégnantes et toutes les sociétés du groupe sont soumises à l'obligation, soit d'avoir une institution représentative du personnel, soit d'engager des négociations qui sont autant de lieux d'échange.

Le groupe Antalis considère que mettre en œuvre et préserver une saine qualité de vie pour ses employés fait partie de ses responsabilités premières. Cette responsabilité s'apprécie au sein de chaque entité au regard des cadres juridiques et sociaux des pays dans lesquels ces entités opèrent. Dans chaque environnement, Antalis assure le respect strict des réglementations locales, mais promeut également ses valeurs propres, faisant bénéficier chaque employé d'une égalité de chance et de traitement, sans discrimination aucune, et favorisant le dialogue social.

Dans un contexte économique très détérioré, la qualité de ce dialogue social est particulièrement critique pour la mise en œuvre des procédures de suppression de postes. Dans ce cadre, Antalis veille à ce que toutes les procédures d'accompagnement prévues par les législations locales soient scrupuleusement respectées.

Antalis négocie chaque année, entité par entité, un certain nombre d'accords collectifs avec les instances représentatives du personnel ainsi qu'un certain nombre d'avenants à ces accords. En 2016, les entités françaises du groupe ont ainsi signé 9 accords avec les partenaires sociaux.

Outre les Négociations Annuelles Obligatoires, ces accords ont porté sur l'organisation du temps de travail, l'intéressement ou la mixité. Au niveau groupe, 442 accords ont été signés avec les représentants du personnel dans les différentes entités juridiques du groupe. Il est à noter que le « Self Assessment Questionnaire » ne permet de suivre que partiellement les sujets sur lesquels les accords ont porté à l'international, chaque entité étant responsable de la négociation avec les instances représentatives du personnel.

#### 4. Elimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire

Ce principe du Pacte Mondial, au regard des activités industrielles du groupe et des pays dans lesquels les entités du Groupe Antalis opèrent, n'est pas pertinent et justifie la règle du « comply or explain ». Le principe «appliquer ou expliquer» impose aux sociétés cotées qui se réfèrent à un code de gouvernement d'entreprise (« comply») d'exposer en quoi et pourquoi elles ont choisi, le cas échéant, de déroger («explain») à certaines de ces règles.

A défaut de se référer à un code, elles doivent s'en expliquer et expliciter les règles alternatives de bonne gouvernance qu'elles se sont imposées en sus des exigences légales. En effet, la quasi-totalité des salariés opèrent dans les pays d'Europe, sous le couvert des règles locales et excluant toute possibilité de travail forcé ou obligatoire. Les entités juridiques du groupe opérant dans des pays non européens répondent aux mêmes règles d'organisation du travail, de rémunération ou d'organisation syndicale.

#### 5. Abolition effective du travail des enfants

Ce principe du Pacte Mondial, au regard des activités industrielles du groupe et des pays dans lesquels les entités du Groupe Antalis opèrent, n'est pas pertinent et justifie la règle du « comply or explain ». En effet, la quasi-totalité des salariés opèrent dans les pays d'Europe, sous le couvert des règles locales et excluant toute possibilité de travail d'enfants. Les entités juridiques du groupe opérant dans des pays non européens répondent aux mêmes règles de recrutement.

Un paragraphe spécifique est inclus dans le code de conduite concernant ces deux derniers sujets :

« Chaque Représentant ayant des fonctions d'encadrement est tenu de traiter tous les employés avec respect et de proscrire toute forme de contrainte abusive, menace de violence, coercition physique ou harcèlement à l'égard des employés du groupe. Il ne doit pas recruter de personnel en dessous de l'âge minimum légal du travail dans le pays concerné. »

Principe de légalité, éthique et transparence : Le groupe Antalis emploie un petit nombre de salariés dans les pays en développement. Son éthique de management, basée sur le respect de la personne humaine, impose de faire respecter, dans tous les pays où le groupe opère, les normes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), ainsi que les principes directeurs de l'OCDE, notamment en ce qui concerne le travail des enfants, la sécurité, les droits syndicaux et les droits fondamentaux des travailleurs, que ce soit dans le cadre des relations avec ses salariés ou dans le cadre de contrats de sous-traitance. Ces principes sont réaffirmés et partagés avec les collaborateurs dans le code de bonne conduite du groupe. Ce code constitue la base des engagements que le groupe souhaite établir en son sein mais également en amont de sa chaîne d'approvisionnement ou dans le cadre de la relation commerciale avec ses clients.

Ces principes sont également réaffirmés par l'adhésion du groupe au Pacte Mondial des Nations Unies. Le contrôle du respect de ces valeurs fondamentales est effectué dans le cadre des missions du département de l'audit interne. Les procédures de mise en place et de conformité liées à ces questions, intégrées aux Self-Assessment Questionnaires (SAQ), font l'objet de vérifications systématiques lors des visites des auditeurs dans les entités. (cf. page 215 relative à la bonne pratique des affaires). Dans le cadre de cet engagement, le groupe renforce également la prise en compte de ces enjeux au niveau de ses fournisseurs en intégrant des requêtes spécifiques et des preuves de respect des engagements dans les questionnaires dédiés (cf. paragraphe précédent « sous-traitance et fournisseurs »).

C'est notamment le cas pour les fournisseurs de pâte à papier, de papier, de produits d'emballages ou de supports pour la communication visuelle. Des preuves d'engagements formels et publics sont ainsi demandées aux entreprises partenaires sur les sujets à risque comme les conditions de travail, le travail des enfants ou le respect des droits fondamentaux des travailleurs et des Droits de l'Homme.

## **6. Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession**

Le groupe Antalis s'est fixé, des objectifs chiffrés concernant notamment la représentativité des femmes au sein du management. Avec un taux de représentativité de 30,8 % de femme occupant des fonctions d'encadrement, le groupe veille à ce que ce taux soit représentatif du pourcentage global de femme au sein du groupe Antalis (36,7 %).

Par ailleurs, notons que si cette représentativité est relativement faible, cela n'est pas lié à des pratiques discriminatoires, mais elle est le reflet d'une problématique liée au secteur de l'industrie en général.

Répartition des effectifs par sexe, tranche d'âge et ancienneté :

Depuis 5 ans, le groupe Antalis utilise des outils de reporting consolidé pour l'ensemble de ses entités qui permet de mieux appréhender et analyser un certain nombre d'indicateurs tels que la répartition hommes/femmes, le nombre de femmes dans les équipes de management, l'absentéisme, le pourcentage de personnes formées, le pourcentage d'employés handicapés ou encore la répartition par ancienneté des employés. Tous ces indicateurs veillent à la pleine conformité de l'article 225 de la Loi dite « Grenelle 2 ».

Au-delà de la conformité aux obligations réglementaires, ce pilotage d'indicateurs permet surtout au groupe comme aux différentes entités d'identifier d'éventuels déséquilibres et de mettre en place des actions correctives et d'orientations sur ces sujets spécifiques. En raison de leur nature industrielle et logistique, les activités de distribution de papier, de produits d'emballage et de supports pour la communication visuelle regroupent historiquement un nombre plus important d'hommes que de femmes. Dans l'activité de distribution d'Antalis, le pourcentage de femmes se situait en moyenne à 36,7 % en 2016 contre 34,8 % en 2015. Lorsque les conditions de travail ainsi que les candidatures le permettent, le groupe Antalis s'efforce de promouvoir cette première forme de diversité qu'est l'équilibre entre l'emploi masculin et féminin au sein de ses filiales. Le groupe s'est néanmoins fixé comme objectif que le pourcentage de femmes dans le management, au sein de chaque division, soit représentatif du pourcentage global de femmes. Au niveau global, en 2016, le pourcentage de femmes dans la population d'encadrants (30,8 % des cadres sont des femmes), bien que non-paritaire, est assez proche du pourcentage global de femmes au sein du groupe (36,7 %).

De plus, la représentativité des femmes dans le comité exécutif est la suivante : Antalis : 1 sur 18

## **Environnement**

### **Politique générale en matière d'environnement**

L'intégration de la responsabilité environnementale au cœur du modèle économique est un des enjeux majeurs pour le groupe Antalis. Cet accomplissement n'est atteignable qu'à la triple condition d'une impulsion stratégique de la part du comité exécutif, d'une pleine appropriation par les équipes opérationnelles et d'une valorisation économique (réduction des risques, gain financier, valorisation d'image, avantage compétitif...).

En 2016, le groupe s'est efforcé de renforcer ses actions portant sur ses trois domaines d'impacts sur l'environnement : la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement, la maîtrise énergétique et la gestion de l'eau. Les grands principes du groupe en la matière sont de réduire à la source le volume de matière utilisée (fibre vierge, énergie, eau), de choisir des sources d'approvisionnement responsables (fibres recyclées, énergies renouvelables, circuits fermés d'eau) et de garantir la bonne gestion des flux sortants associés à ces matières (recyclage, émissions dans l'air et dans l'eau, bonne gestion des déchets). L'amélioration continue dans ces domaines représente la principale responsabilité du groupe en la matière.

La politique générale du groupe Antalis en matière d'environnement concernant ces trois domaines d'action différencie cependant le degré d'importance de chacun de ces sujets en fonction des domaines d'activité du groupe (production ou distribution). En revanche, seule la question de la traçabilité des approvisionnements et celle des émissions de gaz à effet de serre « indirectes » (scope 3 selon le Green House Gas Protocole), sont des enjeux centraux pour Antalis. En effet, si l'on observe la consommation énergétique (et les émissions de gaz à effet de serre associées) directe et indirecte (scope 1 et 2 selon la définition du GHG protocole) liée à l'activité des 96 principaux entrepôts/centres de distribution d'Antalis, celle-ci ne représente que 2,5 % de la consommation énergétique totale du groupe (les consommations de fuel sur les entrepôts d'Antalis ont été exclus de ce calcul, mais ne sont pas significatives).

La quasi-totalité des informations extra financières sont collectées à présent par les mêmes canaux que les informations financières, avec des procédés de validation et de contrôle identiques. Enfin, le renforcement du réseau de référents RSE, condition nécessaire à une meilleure circulation des informations relatives aux différents sujets mais également à une plus grande transversalité et donc au succès des actions, s'affine au fil des ans au sein du groupe Antalis. En effet, la structure des référents RSE globaux (focal points) dans chacune des régions, mais également des référents liés à des sujets particuliers (environnement, traçabilité, communication responsable) a été revue. La tâche de chacun fait désormais partie intégrante des définitions de postes et des évaluations annuelles avec l'intégration d'objectifs dédiés. Les formations et informations sur l'environnement ne font pas l'objet d'un suivi spécifique au niveau du groupe. Cependant, la sensibilisation des salariés aux enjeux environnementaux fait partie du quotidien des opérations, et des actions de formation spécifiques sont mises en place dans le cadre du déploiement des politiques du groupe, notamment concernant les certifications ISO, mais aussi ponctuellement en fonction des actions menées (plateforme Antrak chez Antalis)

## **Prévention des pollutions**

La mise en place de toutes les mesures nécessaires visant à prévenir, anticiper et gérer tout risque de pollution lié à l'activité du groupe est au premier rang des responsabilités environnementales d'Antalis. Les principaux risques de pollution portent principalement sur les rejets dans l'air et dans l'eau mais également sur le recyclage, l'élimination des déchets et les nuisances sonores et olfactives (cf. chapitre 3 page 86).

Depuis 2013 le groupe complète ses actions de prévention menées sur chacun des risques associés par une couverture assurancielle. Ce contrat d'assurance couvre les 96 plateformes de distribution d'Antalis. Il concerne les activités de conception, stockage et distribution dans le secteur papier et de traçabilité, de transport d'éthanol pour le compte de clients et certaines activités annexes et connexes, à l'exception des travaux de retrait ou de confinement d'amiante friable et non friable, des opérations de démantèlement des sites et certaines opérations de dépollution.

Ce contrat initial de trois ans a été renouvelé en juillet 2016. L'objet de cette garantie concerne la responsabilité civile du groupe en cas « d'atteinte à l'environnement », la responsabilité environnementale, les frais de dépollution des sites ainsi que les frais de prévention de dommages garantis. Elle couvre également les pertes d'exploitation suite à des pollutions ou des dommages environnementaux (selon certaines conditions contractuelles). Cette assurance est plafonnée à 10 millions d'euros par sinistre et pour toute la période de garantie.

## **Utilisation durable des ressources**

La nature des activités et des produits fabriqués et distribués par le groupe focalise très largement l'enjeu des ressources de matières premières sur la fibre de bois (cf. table 6.13). Dans un contexte d'approvisionnement totalement mondialisé et très diversifié, il est de la responsabilité du groupe de renforcer son système de traçabilité afin de garantir une totale transparence sur l'origine des fibres utilisées et notamment sur la légalité de leur provenance. Les risques associés à des sources d'approvisionnement non responsables provenant directement ou indirectement de la déforestation sont minimes, mais réels. Antalis s'était engagé, dans le cadre de sa stratégie RSE, à ce qu'en 2015, la majorité de ses approvisionnements soient responsables, c'est-à-dire traçables et d'origines légales. Les leviers et actions spécifiques à cette problématique sont d'ordre divers : renforcement des politiques internes, mise en place de questionnaires

fournisseurs, développement d'outils de gestion des risques associés et suppression de certaines sources d'approvisionnement à risques. Pour mener à bien ces objectifs Antalis possède (et a mis en place) une base de fournisseurs beaucoup plus large (plusieurs milliers) et disséminée géographiquement ainsi qu'une place dans la chaîne d'approvisionnement beaucoup plus en aval en tant que distributeur de produits finis, ne permettent pas de certifier de façon absolue l'atteinte de l'objectif.

Cependant le travail réalisé depuis 3 ans, visant à augmenter la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement, place Antalis non seulement dans une démarche exemplaire de réduction des risques associés à des approvisionnements non responsables mais également dans un rôle de pionnier dans son secteur en la matière de par les outils mis en œuvre et les exigences formulées auprès des fournisseurs. Les objectifs chiffrés intégrés dans le cadre de la feuille de route 2020 ont été déterminés pour le groupe : l'objectif fixé est que 85 % des approvisionnements (en valeur) soient couverts par une procédure de traçabilité incluant une diligence raisonnée. L'objectif associé est que 100 % de ces volumes couverts soient d'origines identifiées et responsables.

### **Politique d'approvisionnements responsables**

Conscient de sa responsabilité directe ou indirecte dans sa chaîne d'approvisionnement, le groupe veille à consolider ses liens avec ses fournisseurs et à renforcer la bonne application des principes fondamentaux tant au niveau de ses fournisseurs que de leurs sous-traitants (cf. les dix principes du Pacte des Nations Unies).

Le groupe renforce constamment ses procédures d'échange avec ces derniers afin de mieux appréhender les risques et opportunités liés à sa chaîne de valeur. Afin de réduire les risques associés à un défaut d'information et de contrôle de ses fournisseurs, une nouvelle version de la plateforme fournisseurs dédiée a été mise en place en décembre 2015. Cette nouvelle version de l'outil, Antrak, permet à Antalis de centraliser toutes les informations et tous les documents relatifs à la RSE et notamment aux sujets de conformité réglementaire associés. Les principales informations collectées portent sur le respect global des principes fondamentaux de l'entreprise (droits de l'Homme, droit du travail, environnement, engagement sociétal), sur la conformité réglementaire des usines de fabrication des produits livrés à Antalis (certifications ISO 14001, 18001, 50001), et sur la conformité des produits (certifications, labels, traçabilité, conformité réglementaire sur les produits dangereux ou autres réglementations environnementales).

La question du respect des droits fondamentaux, conformément aux engagements du Pacte Mondial des Nations Unies (cf. ci-dessus) fait l'objet d'une attention toute particulière auprès des fournisseurs dans le cadre de cette plateforme. En effet, de nombreuses informations sur les normes fondamentales de travail (existence d'une convention collective, présence de représentants du personnel), de Droits Humains (respect des réglementations locales et internationales, absence de travail d'enfants, absence de travail forcé) de diversité (présence d'un programme d'opportunités égales ou de diversité) de santé et sécurité (pourcentage des salariés formés aux mesures de santé et sécurité au travail) ou de bonne conduite des affaires (preuve d'absence de condamnation ou de procédure en cours sur les question de corruption et d'entente illicite) sont récoltées auprès des fournisseurs d'Antalis. → page 199

Depuis 2013 le groupe utilise une nouvelle politique d'approvisionnement responsable des produits à base de papier et de pâte à papier (Sourcing policy). Cette politique, qui s'applique à toutes les entités du groupe s'approvisionnant en produits à base de fibres de bois, vise à réaffirmer des valeurs fondamentales en matière d'approvisionnements responsables. Elle bannit notamment les approvisionnements provenant de coupes illégales de bois, de bois provenant de zones protégées ou à haute valeur de conservation ou de bois coupé en violation des droits civils ou traditionnels des populations locales. Ces principes réaffirment également la volonté du groupe de privilégier les approvisionnements apportant des garanties solides sur la gestion responsable des forêts (Forest Stewardship Council ou Pan-European Forest Certification), ainsi que sur l'absence d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Enfin, ils affichent et confirment la volonté du groupe de favoriser l'utilisation de papiers recyclés afin de réduire la pression sur les ressources naturelles.

L'application des valeurs et principes de cette politique aux fournisseurs du groupe est matérialisés par le biais de différents canaux selon les entités. Pour Antalis, cette matérialisation passe par un outil ad hoc.

Antrak : la plateforme de traçabilité et de diligence raisonnée des fournisseurs Depuis 2013, Antalis utilise une plateforme destinée à collecter, analyser et centraliser toutes les informations de ses fournisseurs liées à la RSE et notamment les informations relatives aux différentes réglementations en vigueur dans les pays où le groupe est présent. Concernant la campagne de collecte 2016, la plateforme a réuni 213 fournisseurs représentant près de 74 % de la valeur d'achat totale d'Antalis (incluant les produits papiers, d'emballages et de communication visuelle) et 95 % du volume d'achat de produits papiers du groupe. Elle a centralisé plus de 40 000 informations dont 4 000 documents de conformité portant sur plus de 1 350 produits distribués.

Outre les fournisseurs stratégiques les plus importants, tous les fournisseurs situés en dehors de la communauté européenne ou s'approvisionnant en matières premières dans des zones géographiques potentiellement touchées par les questions de déforestation ou de droit du travail ont été invités à répondre aux questionnaires. Parmi les 213 fournisseurs, 90 sont des fournisseurs de papier, 93 de produits d'emballage et 30 de solutions de communication visuelle. Les principales informations récoltées portent sur le respect des principales règles internationales sur tous les sujets de la RSE (droit fondamentaux, droit du travail, sécurité des travailleurs, éthique des affaires etc.), mais également sur le respect de toutes les réglementations associées aux produits délivrés à Antalis (Reach, contact alimentaire, directive déchets) ainsi que celles attenantes aux usines de fabrication associées.

Cette procédure concerne la maison mère des fournisseurs ainsi que les entités en relation d'affaires avec Antalis. Les informations récoltées répondent à un triple objectif : garantir à Antalis la pleine conformité réglementaire de sa chaîne d'approvisionnement, prévenir des potentiels risques environnementaux ou sociaux liés à ses achats et offrir aux clients d'Antalis des garanties sur la responsabilité de sa chaîne d'approvisionnement et particulièrement sur la traçabilité de ses produits. Un point de vigilance spécifique est en effet porté sur la traçabilité de la matière première issue de fibres de bois qui est intégrée dans les produits à base de papier. Cette attention particulière répond à la double responsabilité du groupe de garantir la totale absence de fibres provenant de bois illégal (selon la définition de l'Union Européenne dans la cadre du règlement sur le bois de l'Union Européenne n°995/2010/CE et n°607/2012/CE) et d'apporter les preuves d'une filière d'approvisionnement responsable concernant les espèces d'arbres utilisées et les pays d'origine des récoltes. Toutes les informations relatives aux certifications des produits et des sites de fabrication sont également collectées.

Afin d'évaluer et gérer les risques associés aux approvisionnements à base de fibre de bois ; la plateforme Antrak intègre un outil de diligence raisonnée spécialement conçu pour Antalis. Basé sur la liste rouge des espèces d'arbres en danger de l'UICN (Union Internationale de Conservation de la Nature) et sur la classification de Transparency International pour les risques pays, il permet d'évaluer de manière objective le risque associé à un fournisseur ou un produit. En cas de risque identifié, un comité ad-hoc regroupant les directions achat, RSE et juridique, se réunit afin de prendre les mesures d'atténuation appropriées (demande d'informations additionnelles, mesures correctives dans les sources d'approvisionnement ou déréférencement). Le risque fournisseur est ainsi classé en quatre catégories : négligeable, faible, moyen et élevé. Dans le cadre de sa responsabilité d'atténuation de risque, le groupe s'est fixé comme obligation de prendre des mesures correctives pour tout risque « élevé » identifié.

Dans le cadre de la campagne de collecte 2016, aucun produit n'a été classé comme risque élevé. Depuis janvier 2015, une procédure additionnelle s'est greffée et concerne tous les nouveaux fournisseurs. Elle intervient en amont du référencement de nouveaux fournisseurs et avant même toute négociation commerciale. Un questionnaire de pré-référencement permet à Antalis de s'assurer de l'engagement et du respect par le fournisseur des valeurs et principes du groupe (via la signature du code de conduite et de la Sourcing Policy du groupe, et par la fourniture de preuves tangibles et publiques d'engagement au respect des règles internationales et locales en matière de droit du travail et de respect de l'environnement). En 2016, 131 potentiels nouveaux fournisseurs sont passés par ce questionnaire de pré-référencement, 12 d'entre eux soit 9 % n'ont pas apporté les garanties nécessaires à une conduite responsable des affaires et n'ont donc pas été référencés par le groupe.

En 2017, un nouveau module de diligence raisonnée sera ajouté à l'outil afin d'évaluer le risque potentiel lié aux fournisseurs concernant le respect des droits fondamentaux (droit du travail, droits de l'Homme, sécurité au travail, lutte anti-corruption...).

## **Règlement sur le Bois de l'Union européenne**

En mars 2013, la Commission européenne a mis en application le règlement sur le bois européen de l'Union européenne (RBUE) qui fixe pour le secteur privé des obligations aux opérateurs mettant du bois et des produits dérivés sur le marché. Ce règlement vise à bannir du territoire européen le bois illégal et les produits qui en sont dérivés. Afin de se conformer à cette nouvelle réglementation mais également pour renforcer le contrôle de sa chaîne de valeur, le groupe a mis en place un système distinct de diligence raisonnée. Pour l'activité de distribution du groupe Antalis, le respect de cette réglementation est apporté par la plateforme Antrak qui offre aux auditeurs autorisés de n'importe quel pays d'Europe la possibilité d'avoir une vue très précise sur le système de diligence raisonnée associé à ses obligations réglementaires. L'obligation de diligence raisonnée dans le cas où Antalis est considéré comme « opérateur » selon le RBUE a été élargie en 2016 à la totalité des approvisionnements à base de fibre de bois. Ainsi, Antalis va au-delà de ses obligations réglementaires en la matière et s'est fixé une obligation d'évaluation du risque (et donc d'atténuation de ce risque s'il est identifié) pour la totalité des produits papiers.

## **7. Application de l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement**

Dans la prise en compte de sa responsabilité concernant la traçabilité des matières premières à base de bois, le groupe a pris en 2013 des décisions significatives et mis en place des actions concrètes relatives au principe de précaution.

La forêt, qui est à l'origine d'une grande partie de la matière première des différentes entités du groupe (pâte à papier ou papier) est une ressource naturelle renouvelable abondante mais fragile car liée à des écosystèmes nombreux et complexes. Le groupe a réaffirmé sa volonté de renforcer sa chaîne d'approvisionnement dans ce domaine afin de pouvoir garantir à ses clients finaux mais également à toutes ses parties prenantes que ses achats dans ce domaine excluent tout lien avec la déforestation ou la gestion non responsable de la ressource comme par exemple la non prise en compte des droits des populations indigènes. Dans ce cadre-là, le Groupe a décidé de stopper ses approvisionnements avec un certain nombre de fournisseurs n'apportant pas les garanties nécessaires quant à la gestion responsable de la ressource et étant, de plus, sous le coup d'accusations répétées de grandes ONG internationales. Le groupe s'est ainsi engagé fermement à ne plus s'approvisionner auprès de ces fournisseurs tant que des preuves formelles quant à la mise en place d'une politique responsable dans ce domaine n'étaient pas apportées. À ce titre, tous les potentiels nouveaux fournisseurs sont tenus d'apporter formellement les garanties du respect des valeurs du groupe à travers un questionnaire dédié. En 2015, 72 nouveaux fournisseurs ont ainsi signé le code de conduite et la Sourcing Policy et ont apporté la preuve écrite de leurs engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le groupe n'a pas engagé de relation commerciale avec 8 fournisseurs qui ne réunissaient pas ces conditions.

## **8. Initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement**

Le groupe Antalis est conscient de sa responsabilité et son impact sur l'environnement. Le groupe s'efforce de continuellement réduire ces impacts (émissions dans l'air et dans l'eau) en innovant technologiquement et économiquement. Si les efforts sur la gestion de l'énergie ou la qualité des rejets restent une priorité importante, un des axes majeurs de réduction des impacts passe par le développement de la consommation de papier recyclé. Ce dernier offre en effet de nombreux avantages environnementaux (réduction de la pression sur les forêts, moindre consommation). Concernant la consommation énergétique des entrepôts logistiques du groupe Antalis, il est important de noter que, sur les 96 entrepôts utilisés par Antalis, seuls 13 sont détenus en propre et 83 sont loués. La consommation énergétique de

ces sites concerne principalement l'électricité et le gaz nécessaires au bon fonctionnement des entrepôts et des quelque machines de finition, ainsi que la consommation liée aux véhicules de transports de marchandises détenus en propre.

## **9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.**

Depuis la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992 (Sommet de la Terre de Rio), il est communément admis que l'empreinte biodiversité des activités humaines se mesure par cinq formes de pression : la dégradation des habitats et la continuité écologique, la pollution des écosystèmes, la surexploitation des ressources naturelles, les espèces invasives et le dérèglement climatique.

Dans ce cadre-là, les impacts potentiels du groupe sur la biodiversité sont d'ordre indirect, avec l'atténuation de la pression sur les ressources naturelles, que ce soit sur l'origine des matériaux fibreux utilisés ou les ressources énergétiques (gaz, électricité...).

En privilégiant en très large majorité des papiers certifiés FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Pan European Forest Certification), le groupe réduit ainsi son impact sur la ressource naturelle. En effet, ces deux certifications apportent des garanties solides, tout au long de la chaîne de valeur, sur la bonne gestion initiale de la forêt. Cette gestion responsable inclut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le respect de la biodiversité et des éco-systèmes est un des éléments constitutifs de ces certifications.

Mais l'autre orientation majeure du groupe, en termes d'approvisionnement, à savoir le papier recyclé, permet d'aller encore au-delà en termes de réduction de la pression sur les milieux naturels. Pouvant être recyclées jusqu'à sept fois, les fibres de cellulose fournissent en effet une matière secondaire idéale pour l'industrie papetière. Antalis, dans son rôle de distributeur, fait de ce segment une priorité pour les années à venir.

## **Lutte contre la corruption**

### **10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.**

Afin de veiller au plein respect des règles en la matière, et notamment celles relatives à la loi Sapin 2, le groupe met en place des procédures strictes de cartographie des risques, de renforcement des actions d'atténuation et de contrôle permanent. Le code de conduite interne, spécifie en détails les règles du groupe en la matière et veille à ce que celui-ci fasse l'objet d'une communication auprès de tous les collaborateurs et soit associé à des programmes de formation. Il est également partagé avec les fournisseurs à travers la plateforme Antrak et fait l'objet d'un engagement signé de ceux-ci sur le respect de son contenu.

## **Mesure des résultats**

Tous les résultats quant aux mesures de chacun de ces principes sont détaillées dans le Document de Référence du Groupe qui rassemble et détaille également les résultats par type d'activités.

Bien entendu, un certain nombre de principes ne donne pas lieu à des mesures quantitatives mais à des informations qualitatives relatives aux actions mises en place.

2016

# DOCUMENT REFERENCE

(English version)

SEQUANA



Sequana  
8, rue de Seine  
92100 Boulogne-Billancourt  
France  
Tel.: +33 1 58 04 22 00  
[www.sequana.com](http://www.sequana.com)

Antalis  
8, rue de Seine  
92100 Boulogne-Billancourt  
France  
Tel.: +33 1 58 04 21 00  
[www.antalis.com](http://www.antalis.com)

Arjowiggins  
32, avenue Pierre Grenier  
92100 Boulogne-Billancourt  
France  
Tel.: +33 1 57 75 92 12  
[www.arjowiggins.com](http://www.arjowiggins.com)

SEQUANA